

## AKTUELL

AIDE À LA PRESSE

# Désinformation parlementaire

Richard Graf

**On savait le peu d'envie de la Chambre de rencontrer les représentant-e-s de la presse. Mais la gifle qu'elle a infligée à l'ALJP a fait du mal.**

Après l'annonce de la commission des Médias de la Chambre de ne pas vouloir entendre l'Association luxembourgeoise des journalistes professionnels (ALJP) pour discuter du projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel, la consternation dans les milieux concernés s'est mêlée à un certain dégoût.

En effet, l'argumentaire placé sur chd.lu laisse entendre que l'ALJP voudrait retarder un projet « qui se trouve à la fin de la procédure législative » et que « les éditeurs attendent depuis de longs mois », alors qu'une « certaine urgence » serait de mise.

Ce passage du communiqué constitue de la pure désinformation, dans le sens qu'il laisse entendre que l'ALJP ne se serait activée qu'en dernière minute et qu'elle serait en opposition avec l'ensemble des éditeurs.

Mais les fake news colportées par le communiqué ne s'arrêtent pas là : le projet de loi aurait « fait l'objet de nombreuses consultations avec les acteurs concernés » et le texte constituerait « un compromis pour satisfaire un maximum d'acteurs ».

## Un texte jamais discuté

En réalité, ce qui a été discuté jusqu'en automne 2019 avec la profession, ce sont des moutures de textes qui avaient peu en commun avec le texte présenté à la Chambre. Le processus avait mené à un certain nombre de questions, qui avaient même poussé le Conseil de presse, donc éditeurs et journalistes réunis, à constituer des groupes de travail pour éclairer le Service des médias du gouvernement, notamment autour de la définition même de journaliste professionnel-le.

Par la suite, le ministre des Médias a fait déposer en juillet 2020 un projet de loi qui changeait de fond en comble les principaux paramètres jusqu'alors retenus, en somme un texte qui n'a jamais été soumis au secteur auparavant et qui en plus ne s'inspire aucunement des résultats qu'auraient pu avoir les groupes de travail. Il va même dans une direction à l'opposé de ce qui s'était discuté auparavant, notamment en baissant le

montant des subsides prévus par journaliste de 55.000 euros à 30.000 et en ne distinguant plus entre les différents types de médias.

Il est évident que ce texte arrangeait mieux les médias en ligne que leurs confrères « imprimés », mais cela n'a pas empêché une certaine unanimité contre lui. Tant l'Association luxembourgeoise des médias d'information (ALMI) que l'ALJP ont émis en automne des avis qui critiquaient la façon de procéder, et notamment la baisse massive du montant du subside par journaliste. Le Conseil de presse a encore fait siennes les revendications convergentes des deux. Tous ces avis étaient accompagnés alors par des demandes d'entrevues à réaliser dans les meilleurs délais.

La présentation du projet de loi en commission se fit de façon accélérée. Un rapporteur fut même désigné dès le 15 septembre - alors que le renvoi en commission n'a été opéré que deux jours plus tard.

Puis vint un long silence, et la commission ne s'est remise au travail qu'en janvier, en adoptant un certain nombre d'amendements suite à l'avis du Conseil d'État. Mais les points plus substantiels abordés dans les avis du secteur ainsi qu'un certain nombre de formulations qui vont lui rendre la vie difficile restaient inchangées. Les demandes d'entrevues étaient donc gentiment relancées, jusqu'à une ultime lettre ouverte de l'ALJP plus pugnace.

L'élan qu'avait pris au début le dossier a même animé certains prétendants à embaucher massivement du personnel, alors que le vote de la nouvelle loi semblait imminent. Or, les retards qu'a pris le processus n'incombent qu'à l'organisation interne de la Chambre.

Un problème qu'on aurait pu éviter en inscrivant, comme lors de la réforme en 1998, une rétroactivité dans la loi. Cela aurait adouci les mauvais choix entrepreneuriaux des uns et permis l'élaboration d'une loi en toute sincérité. Mais la majorité parlementaire n'en veut pas, et propose par contre de réviser plus tard le texte « en cas de nécessité ». Deux rédactions ont déjà péri durant le processus, et quand la nécessité évidente de changer le texte sera un jour discutée à la Chambre, combien d'emplois et de rédactions auront encore disparu ? La réforme de la réforme sera venue pour eux bien trop tard.

## SHORT NEWS

## Liebesbrief an Gramegna

(ja) - „Die EIB braucht Ihre Führung, um Greenwashing zu stoppen und stattdessen eine echte Klimabank zu werden“, schreibt Greenpeace in einem offenen Brief an den Luxemburger Finanzminister Pierre Gramegna (DP). Die Europäische Investitionsbank (EIB) finanziert Infrastrukturprojekte in der EU und darüber hinaus. 2019 hatte sie versprochen, klimaneutral zu werden. Dennoch hat die EIB seitdem 890 Millionen Euro in Erdgasprojekte investiert und finanziert immer noch Autobahnen. Es fehle auch eine Prozedur, die Dekarbonisierungspläne von Schuldner\*innen fordert und analysiert. Die Umwelt-NGO ruft Gramegna, der als Finanzminister auch Gouverneur der EIB ist, dazu auf, sich für einen echten Wandel in der Investitionspolitik einzusetzen. Am Freitag treffen sich die Gouverneur\*innen der EIB zu ihrer Jahressitzung, bei der sie Leitlinien erlassen können. „Die Zeit für Taten ist jetzt. Werden die richtigen Entscheidungen getroffen, wird die EIB die erste öffentliche Bank, die ihre Operationen an dem Pariser Klimaabkommen ausrichtet“, heißt es abschließend in dem offenen Brief.

## Mozambique : aidons les pourri-e-s ?

(lm) - L'Union européenne, inquiète des attaques djihadistes au Mozambique, envisage de mettre sur pied une mission d'entraînement militaire afin d'aider le gouvernement de ce pays du sud-est de l'Afrique. Comme le Luxembourg s'est porté volontaire pour y participer, cette mission a fait l'objet d'une question élargie lors de la séance de la Chambre du 10 juin. Or, il faut moins s'interroger sur le caractère néfaste de l'insurrection djihadiste que sur ses causes profondes, ainsi que sur la nature des forces que l'Europe s'apprête à aider. Comme l'expliquait dès août 2020 le journaliste spécialisé Jean-Christophe Servant sur le blog du « Monde diplomatique » ([woxx.eu/poumoz](http://woxx.eu/poumoz)), le gouvernement a attiré des multinationales pour exploiter les matières premières, notamment le gaz naturel, sans en redistribuer les bénéfices aux populations. Pire, les entreprises étrangères procèdent à des expulsions et violent les droits humains. Enfin, l'armée mozambicaine, « soutenue » par des mercenaires, tente de pacifier la région avec brutalité. Dans ce contexte sordide, les justifications données par le ministre de l'Armée François Bausch à la Chambre ne convainquent guère et l'attitude critique de Déi Lénk ne peut être que salutaire ([online-woxx](http://online-woxx.eu) : [woxx.eu/qpemoz](http://woxx.eu/qpemoz)).

online

## Mouvement klagt, CNPD bestraft und Kulturministerium fragt

Vous aimez froisser le papier du woxx, mais une fois la lecture achevée, vous avez envie de plus ? Alors rendez-vous sur [www.woxx.lu](http://www.woxx.lu) et découvrez nos articles exclusifs en ligne !

**Klimaschutzgesetz: Meco erwägt rechtliche Schritte** Ein halbes Jahr nach dem Inkrafttreten des Klimagesetzes fehlt immer noch das großherzogliche Reglement, das die Ziele für die einzelnen Sektoren festlegen soll. Der Mouvement Ecologique überlegt nun, die Regierung deswegen zu verklagen. [woxx.eu/meco](http://woxx.eu/meco)

**Protection des données : la CNPD tance le parquet** Incroyable mais vrai : la Commission nationale pour la protection des données vient de montrer ses dents en rappelant le parquet général à l'ordre et en lui interdisant d'utiliser dorénavant les données issues de la chaîne pénale pour les recrutements. [woxx.eu/cnkd](http://woxx.eu/cnkd)  
**Wer besucht Luxemburgs Museen?** Das Kulturministerium will es wissen: Eine landesweite Umfrage soll offenbaren, wer luxemburgische Museen besucht, wer nicht - und warum. Doch nicht alle Bürger\*innen werden gefragt. [woxx.eu/museen](http://woxx.eu/museen)  
 Zur Erinnerung: Jeden Freitag um 18h senden wir auf Radio Ara (102.9 und 105.2) „Am Bistro mat der woxx“. Woxx-Journalist\*innen geben dabei Einblick in ihre Recherche.